	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</p>	<p align="center">Accord-cadre « prestations intellectuelles liées aux travaux du GHT Haute Garonne Tarn Ouest » CONTROLEUR TECHNIQUE</p>
---	--	--

Pouvoir Adjudicateur

CHU TOULOUSE
2 Rue Viguerie
31000 TOULOUSE

C.C.T.P.

LOTS 1 ET 2 - PRESTATIONS CONTROLE TECHNIQUE

Maître d'ouvrage

CHU de Toulouse (Tous sites)
GCS Blanchisserie Toulousaine de santé
CSC Clinique universitaire du cancer
CH Gérard Marchant (Tous sites)
CH Muret (Tous sites)
CH Comminges Pyrénées
Hôpitaux De Luchon
CH de Lavaur


	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Accord-cadre « prestations intellectuelles liées aux travaux du GHT Haute Garonne Tarn Ouest » CONTROLEUR TECHNIQUE
---	--	--

Table des matières

I.	PREAMBULE.....	4
II.	OBJET DE L'ACCORD CADRE	4
1.	Contexte opérationnel de l'accord-cadre.....	4
2.	Catégories de bâtiments.....	5
	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE TOULOUSE – TOUS SITES	5
	CENTRE HOSPITALIER DE ST GAUDENS - LUCHON	7
	CENTRE HOSPITALIER DE MURET	7
	CENTRE HOSPITALIER DE LAVAUUR	8
III.	MODALITES COMMUNES A TOUTES LES MISSIONS	9
1.	Les intervenants	9
2.	L'agrément	9
3.	Les incompatibilités.....	9
IV.	CONDITIONS ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
1.	La désignation du Contrôleur et de son suppléant.....	9
4.	Etendue des missions	10
5.	Domaines d'intervention.....	10
6.	Phasage	10
7.	Livrables, délais et pénalités.....	11
8.	Formulation d'avis.....	13
9.	Rapport initial et rapport final.....	13
10.	Rapports intermédiaires en phase conception.....	13
11.	Fondement des avis du contrôleur technique.....	13
12.	Suivi des avis.....	14
13.	Modalités de diffusion des documents	14
14.	Modalités de présence	14
V.	LES MISSIONS DE BASE : L + LE + S (SEI ou SH ou STI) + ATTHAND + HAND + VIEL+ 1RVRAT	16
1.	Mission L.....	16
2.	Mission LE.....	16
3.	Mission S.....	17
4.	Mission ATTHAND	18
5.	Mission HAND.....	18
6.	Mission VIEL.....	18
VI.	LES AUTRES MISSIONS.....	18

1.	Mission F.....	18
2.	Mission Ph	18
3.	Mission Th	19
4.	Mission Av	19
5.	Mission HYS	20
6.	Mission PV	20
7.	Mission ENV.....	20
8.	Mission GTB.....	20
9.	Mission Attestation réglementation thermique 2012 (ATT Rth 2012).....	21
10.	Mission relative à la solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés (P1)	21
11.	Mission relative à la vérification initiale des installations électriques lors de la mise en service d'un bâtiment (VERIF)	21
VII.	LES MISSIONS COMPLEMENTAIRES.....	21
1.	RVRAT supplémentaire.....	21
2.	Analyse de 3 dossiers lors d'un concours de maîtrise d'œuvre.....	21
3.	Rapport de Vérification Réglementaire sur Mise en Demeure (RVRMD).....	21
4.	Mission de conseil ponctuel	22

I. PREAMBULE

L'activité de contrôle technique de la construction est exercée en conformité avec la norme française NFP 03-100 relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

Elle est complétée et précisée par les stipulations du Décret n°99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique.

De manière générale, et notamment en cas d'ambiguïté ou de contradiction entre les deux textes cités supra, les dispositions du CCTG prévalent sur celles de la norme.

II. OBJET DE L'ACCORD CADRE

1. Contexte opérationnel de l'accord-cadre

Les commandes issues du présent accord-cadre auront pour objet la réalisation de prestations intellectuelles dans le cadre d'opérations de travaux ou de projets d'opérations de travaux sur les différents sites constituant le Groupement Hospitalier du Territoire :

- Sites du Centre Hospitalier Universitaire de Toulouse (tous sites)
- Site du GCS Blanchisserie Toulousaine de santé
- Site de l'IUCT- Oncopôle
- Sites du Centre Hospitalier Gérard Marchant
- Sites du Centre Hospitalier de Lavar
- Sites du Centre Hospitalier de Muret
- Sites du Centre Hospitalier Comminges Pyrénées
- Sites du Centre Hospitalier de Luchon

2. Catégories de bâtiments

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE TOULOUSE – TOUS SITES

SITE	ETABLISSEMENT	TYPE	CATEGORIE	dossier SSI existant
RANGUEIL	CRECHE	R	4ème	non
	ODONTOLOGIE	u	3ème	oui
	H1	U	1	oui
	H2	U	1	oui
	H3	U	1er	oui
	UHSI	U	1er	oui
	INTERNAT MEDECINE	R, N	4ème	non
	INTERNAT PHARMACIE	R, N	4ème	non
	EX EFS	Code du travail		oui dans routine
	IMMUNOLOGIE	Code du travail		oui dans routine
	ROUTINE, L1, L2, L3	R	5ème	oui
	IFSI	Code du travail		Désaffecté
	MEDECINE NUCLEAIRE	U	1er	oui
	MEDECINE PHYSIQUE	U	4ème	oui
autres	FONTAINE SALEE	U	4ème	oui
	LARREY	U	2ème	oui
	CITE DE LA SANTE	U	3	oui
	LOGIPHARMA	Code du travail		oui
	CHAPITRE	Code du travail		oui
	HOTEL DIEU	L	2°catégorie	oui
	LA GRAVE	U	3° - cœur 5° pour les	oui non

SITE	ETABLISSEMENT	TYPE	CATEGORIE	dossier SSI existant
PURPAN	PPR	U. R. L. T.N	1 ère	oui
	URM	U.	2 ème	oui
	Psychiatrie	U	4 ème	oui
	Paule de Viguier	U	2 ème	oui
	Hôpital des enfants	U	2 ème	oui
	Garonne	U	3 ème	oui
	IFB	Code du travail		oui
	LOGISUD	Code du travail		oui
	DEPOT MORTUERE	V	5 ème	oui
	Dieulafoy	U	2 ème	En cours
	GUITARD	Code du travail		non
	URGENCES 2000	U	3 ème	oui
	LAPORTE	U	4 ème	oui
	ADMINISTRATION	Code du travail		non
	ANNEXE CHAPELLE	V	5 ème	non
	EX BUREAU DES ENTREES	Code du travail		non
	INTERNAT	Code du travail		non
	ROR	U	4 ème	En cours
	UPCO	Code du travail		non
	EX LOGISTIQUE	Code du travail		non
	AUTOCOM S.T.	Code du travail		non
	MAISON DU PERSONNEL	Code du travail		non
	PARKING SILO	Code du travail		oui
	TURIAF	U	4 ème	non
	SENAC	U	4 ème	oui
	RAYER	U	5 ème	oui
	LEFEBVRE	U	4 ème	oui
	BIM	U	4 ème	oui
	LARENG (HELISTATION)	Code du travail		oui
	SOUS-SOL	U		non
	CRECHE	R	4 ème	non
	PET SCAN	U	5 ème	oui
	TELEMEDECINE	L	5 ème	non

CENTRE HOSPITALIER DE ST GAUDENS - LUCHON

SITE	ETABLISSEMENT	TYPE	CATEGORIE	Dossier SSI existant
CHCP St Gaudens	MCO	U	2 EME	En cours
	FPA	U	4EME	OUI
	ORELIA	J	4EME	OUI
	BUANDERIE CUISINE	CODE DU TRAVAIL		NON
	ATELIER DIRECTION	CODE DU TRAVAIL		NON
	PHARMACIE	CODE DU TRAVAIL		NON
HDL Luchon	CRF	U	4eme	En cours
	ROUY	U/J	4eme	oui
	ANTICHAN SECAIL	J	4EME	oui
	BUANDERIE	CODE DU TRAVAIL		non

CENTRE HOSPITALIER DE MURET

SITE	ETABLISSEMENT	TYPE	CATEGORIE	Dossier SSI existant
CHM Muret	Unité Gériatrique	U	4	oui
	FAM	J	4	oui
	MAS	J	4	oui
	EHPAD	J	4	oui
	IME Bleuets (J) - Myosotis (N)	J	4	oui
	IME Mimosas (J/N)	J	5	oui
	IME Glaïeuls (J)	R	5	oui
	IME Semi Internat (J)	R	5	oui
	Administration	Code du travail		oui
	Cuisine centrale	Code du travail		oui
	Blanchisserie	Code du travail		oui
	Ateliers	Code du travail		oui
	Gymnase	Code du travail		non

CENTRE HOSPITALIER DE LAVAU

Hopital GUIRAUD	TYPE	Cat.	Dossier SSI existant
ARCHIVES	U	3	OUI
SALLE REUNIONS + SELF+CROIX ROUGE + USHL	U	3	
MEDECINE	U	3	
RESSOURCES HUMAINES	U	3	
ADMINISTRATIONS	U	3	
CHIRURGIE (rue Cassaing)	U	3	
CHIRURGIE et AMBULATOIRE	U	3	
EX GYNECOLOGIE	U	3	
Nouvelle Maternité (bâtiment neuf)	U	3	
MEDECINE INFANTILE	U	3	
PLATEAU TECHNIQUE (bâtiment neuf)	U	3	
BLOC OPERATOIRE URGENCES REANIMATION	U	3	
STERILISATION - CONSULTATIONS	U	3	
RADIOLOGIE	U	3	
SCANNER	U	3	
EX MOYEN SEJOUR	U	3	
SSR (A-B-C) (bâtiment neuf)	U	3	
LABORATOIRE	U	3	
LOCAUX SYNDICAUX	U	3	
SSIAPAD - PLANNING FAMILIAL	U	3	
STANDARD-DIM-INFORMATIQUE-FORMATION	U	3	
EX - KINESITHERAPIE	U	3	
KINESITHERAPIE (bâtiment neuf)	U	3	
POLE GERIATRIQUE	U	3	
MAISON MEDICALE DE GARDE	-	-	
UPATOU	U	3	
LOGEMENTS INTERNAT	R	5	

CENTRE PINEL	TYPE	Cat.	Dossier SSI existant ?
BUREAU DES ENTREES		Code travail	NON
ACCUEIL MEDICAL		Code travail	NON
CENTRE DE FORMATION		Code travail	NON
CAFETERIA		Code travail	NON
CHAPELLE		Code travail	NON
ERGOTHERAPIE			NON
LE PECH (A3)	U	4	OUI
LA SERENE (C2)	U	5	OUI
LA GRAVETTE (A1)	U	4	OUI
HDJ CMP PEDO (ex HOSPIT° JOUR) (C1)	U	5	NON
MEDECINE DU TRAVAIL + E.E.G. (A2)	U	5	OUI
PSYCHOLOGUE - ASS. SOCIALES -SYNDICATS (ex MS la gravette) (B1)	U	4	NON
DEPOT (B2)	U	4	NON
PEDOPSYCHIATRIE ROTONDE	J	5	OUI
PHARMACIE (+LABO fermé 01/98)	U	5	NON
SERVICES GENERAUX	U	4	NON
EQUIPE DE SECTEUR	U	5	NON
THEATRE ==> Désaffecté	L	4	

III. MODALITES COMMUNES A TOUTES LES MISSIONS

1. Les intervenants

Dans le présent cahier des charges, il est fait référence :

- Au titulaire du marché, personne morale (éventuellement personne physique si le titulaire n'est pas une société), désigné par le terme « titulaire » du marché ;
- A la personne physique, chargée par le titulaire d'exécuter la mission faisant l'objet du marché, désignée par les termes « collaborateur », « prestataire » ou « contrôleur » ;
- Aux différents membres du GHT (Groupement Hospitalier du Territoire), désignés par le terme le maître d'ouvrage ; à savoir le CHU de Toulouse, le Centre Hospitalier Gérard Marchant, le Centre Hospitalier de Lavar, le Centre Hospitalier de Muret, le Centre Hospitalier Comminges Pyrénées, le Centre Hospitalier de Luchon.

Le prestataire exerce ses fonctions pour le compte du maître d'ouvrage, en liaison avec celui-ci, et auprès de tout intervenant impliqué dans la réalisation de l'ouvrage. Son intervention ne modifie en rien les responsabilités et obligations propres de chacun, découlant de leur statut.

2. L'agrément

L'activité de Contrôleur technique est soumise à agrément. Cet agrément est délivré par le ministre chargé de la construction, pour une durée maximale de 5 ans.

3. Les incompatibilités

Selon l'article R 111-31 du code la construction et de l'habitation, les personnes et organismes agréés, les administrateurs ou gérants et le personnel de direction de ces organismes, ainsi que le personnel auquel il est fait appel pour les contrôles, doivent agir avec impartialité et n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à leur indépendance avec les personnes, organismes, sociétés ou entreprises qui exercent une activité de conception, d'exécution ou d'expertise dans le domaine de la construction. Cette personne ne peut pas, lorsque l'opération excède 760 000 €HT, être chargée d'une autre fonction dans le cadre de la même opération.

Une **personne physique** qui exerce la fonction de contrôleur technique, en son nom propre ou au nom de l'organisme qui l'emploie, ne peut pas être chargée de la fonction de coordonnateur SPS dans le cadre d'une même opération de bâtiment ou de génie civil.

La sous-traitance est autorisée à condition que le sous-traitant soit agréé.

Si le titulaire exerce à la date de notification d'un bon de commande sur une opération, une mission de contrôleur technique, il poursuit l'exécution de cette mission mais ne pourra recevoir ni bon de commande pour une autre mission sur cette même opération.

IV. CONDITIONS ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

1. La désignation du Contrôleur et de son suppléant

Le titulaire devra désigner nominativement le chargé d'affaire et ses collaborateurs lors de la remise du devis pour le bon de commande.

Dans l'hypothèse où, en cours de mission, le collaborateur n'est plus en mesure d'assurer la mission qui lui a été confiée, le titulaire doit en aviser immédiatement le maître d'ouvrage et prendre toutes

les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Par dérogation à l'article 3.4 du C.C.A.G. P.I, dans cette hypothèse, la désignation du remplaçant est soumise à agrément et organisée de la façon suivante :

- le titulaire désigne un collaborateur remplaçant et en communique les titres au maître d'ouvrage dans un délai inférieur à 7 jours à compter de la vacance ;
- le remplaçant est considéré comme accepté par le maître d'ouvrage si celui-ci ne le récuse pas dans un délai de deux mois à compter de la réception de cette communication.

Si le remplaçant est récusé par le maître d'ouvrage, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours pour en désigner un autre à compter de la date de réception de la décision de récusation.

4. Etendue des missions

Chaque mission débutera dès réception par le titulaire de la notification du bon de commande.

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, le contrôleur technique peut être amené à examiner les travaux effectués pendant cette période et formuler un avis. Il peut être sollicité pendant cette période pour remettre un rapport jusqu'à la fin de la levée des réserves et de la visite de la Commission de la sécurité et/ou d'accessibilité.

Il est possible que certaines interventions soient réalisées la nuit, les week-ends ou les jours fériés. Le coordinateur prendra toutes les dispositions pour assurer une présence au besoin. Ces vacations particulières sont réputées incluses forfaitairement dans le cadre du bon de commande.

5. Domaines d'intervention

Chaque prestation fera l'objet d'un bon de commande pour une opération donnée entrant. L'objet de chaque opération sera précisé dans le bon de commande associé.

Lors du démarrage de la mission, le maître d'ouvrage remettra une fiche d'informations relatives à l'ouvrage reprenant la composition de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, les autres intervenants à l'acte de construire, la désignation de l'ouvrage, son adresse, son usage, son classement, la description de l'opération, la nature des travaux, les dates prévisionnelles de travaux ainsi que le coût prévisionnel des travaux (annexe C2 du décret 99-443 du 28 mai 1999).

6. Phasage

Les missions du contrôleur technique s'organisent suivant 4 phases :

- Phase conception :

Le contrôleur intervient à chaque phase de conception : APS, APD, PRO et DAT/PC/PA etc.

A chaque phase, le contrôleur examine les différents documents de conception et les différentes autorisations administratives.

Les documents examinés sont au moins les suivants : examen de la notice de sécurité prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public ; examen de la notice d'accessibilité ; examen des résultats des études de diagnostic pour les opérations de réutilisation ou de réhabilitation

; examen des rapports d'étude des sols ; examen des avant-projets sommaire et définitif ; examen des documents techniques du projet en vue de l'établissement du rapport initial de contrôle technique.

Il doit participer à des réunions de travail avec les concepteurs à chaque phase de la conception, les participants aux réunions seront : représentant de la maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, coordinateur SSI, éventuellement le chargé de sécurité incendie du site, éventuellement un représentant du SDIS et de la mairie.

Cette phase s'achève par l'établissement du rapport initial ou des rapports d'examen de documents avant la signature des marchés de travaux.

Il doit également participer aux réunions relatives aux demandes d'autorisation administrative avec les instances administratives, conseil et assistance.

Il devra la mise à jour de ses rapports d'avis après les réunions, autant de fois que nécessaire jusqu'à obtention d'un avis favorable des instances concernées.

- Phase d'examen des documents d'exécution :

Le contrôleur examine les documents d'exécution et formule les avis correspondants; il doit participer à des réunions avec les entreprises, la maîtrise d'œuvre et la coordination SSI.

- Phase de contrôles sur chantier :

Le contrôleur examine, sur chantier, les ouvrages et équipements soumis à son contrôle, et formule les avis correspondants ; il participe à certaines réunions de chantier et peut procéder à des visites inopinées.

Le contrôleur doit en outre vérifier lui-même, matériellement, que les travaux sont exécutés selon les plans et conformément aux règles de l'art. Il doit s'assurer notamment que : les entreprises se livrent aux contrôles nécessaires ; la surveillance du maître d'œuvre est bien réelle.

Il ne s'agit que d'un contrôle discontinu, par voie de sondages et de prélèvements mais il doit être exercé en temps utiles.

Dans cette phase, le contrôleur : procède à l'examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle ; participe à des réunions de mises au point techniques autant que de besoin.

- Phase de réception des travaux :

Le contrôle exercé sur les travaux exécutés emporte vérifications finales en vue de la réception. Le contrôle final est antérieur à la réception mais doit permettre éventuellement au maître de l'ouvrage de faire des réserves.

Le titulaire devra participer aux essais techniques et aux essais SSI, en détachant un spécialiste technique.

Le contrôleur technique apporte son assistance et participe à la visite de la commission de sécurité.

En préparation de la réception, le contrôleur technique établit son pré-rapport final. A la levée des réserves et non-conformité, le contrôleur technique établit le RVRAT et le rapport final.

7. Livrables, délais et pénalités

Tout au long de sa mission, le contrôleur technique est amené à formuler des avis. Il doit, de plus, rendre compte de son intervention sous forme de rapports.

Les avis et rapports sont adressés informatiquement au maître d'ouvrage. Ils sont numérotés chronologiquement, et doivent y figurer, outre l'avis technique proprement dit, la référence de l'opération, la nature de la mission, l'origine et la date du document examiné (ou la date de visite du chantier), ainsi que la liste des destinataires.

Les documents seront diffusés à l'ensemble des destinataires par le contrôleur technique.

Le cas échéant, le contrôleur technique signalera au maître d'ouvrage que certains avis n'ont pas été suivis d'effet.

C'est au maître d'ouvrage qu'il incombe de faire respecter les avis du contrôleur par l'entreprise.

Les délais de remise des livrables et pénalités associées sont définies au CCAP : Annexe 2 CCAP - Exigences - Pénalités spécifiques – LOT 1 Contrôleur Technique

8. Formulation d'avis

L'avis du contrôleur technique porte notamment sur les problèmes qui concernent la solidité de l'ouvrage et la sécurité des personnes, et sur l'appréciation des autres éléments relevant de sa mission. En aucun cas le contrôleur ne doit proposer de solution. Il doit uniquement donner un avis sur les solutions envisagées par le maître d'œuvre et leur traduction par les entrepreneurs.

L'avis doit être clair et explicite : si la proposition n'est pas acceptable, le contrôleur précisera sous quelles conditions la proposition serait acceptable.

Le maître d'ouvrage peut demander au contrôleur de justifier tout avis qu'il formule. Si le maître d'ouvrage considère que l'avis n'est pas motivé, il est en droit de le refuser.

9. Rapport initial et rapport final

Le contrôleur technique établit le rapport initial à l'issue de la phase de conception, et l'adresse par mail au maître d'ouvrage par mail avant le lancement de la consultation travaux des entreprises. Il s'agit pour le contrôleur de rendre compte de sa mission en phase conception.

Le contrôleur technique établit le pré-rapport final à l'issue des travaux, lors des opérations préalables à la réception des travaux. Le contrôleur doit adresser le rapport au maître d'ouvrage avant la date de réception des travaux.

Le pré-rapport final permet notamment d'intégrer dans les procès-verbaux de réception des travaux les éventuelles réserves qui s'imposent, dans chacun des domaines d'action du contrôleur technique. Le contrôleur technique remet un rapport final et un rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT) au maître d'ouvrage à l'issue des opérations préalables à la réception (OPR) ; ces rapports doivent en particulier récapituler les observations formulées par le contrôleur technique qui, à sa connaissance, n'ont pas été suivies d'effet.

Le rapport final et le RVRAT seront mis à jour autant que besoin jusqu'à la levée de l'ensemble des réserves.

10. Rapports intermédiaires en phase conception

En amont du rapport initial, le contrôleur technique doit remettre au maître d'ouvrage un rapport à chaque phase de conception.

Un rapport d'avis sur les dossiers de permis de construire ou autre autorisation administrative. A ce titre, il sera demandé la présence du prestataire lors de réunions avec les services instructeurs.

Le titulaire devra réaliser des réunions pour la conception du dossier de permis de construire et devra la reprise de son rapport d'avis après chaque réunion.

11. Fondement des avis du contrôleur technique

Le contrôleur fonde les vérifications auxquelles il procède pour remplir sa mission, d'une part sur les disciplines scientifiques qui intéressent les domaines d'intervention concernés et qui sont en jeu dans les aléas techniques susceptibles d'être rencontrés, et d'autre part sur les méthodes propres de contrôle qu'il a élaborées.

Le contrôleur technique se réfère, dans ses avis, aux textes et documents suivants, lorsqu'ils existent :

- Textes législatifs et réglementaires ;
- Fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux ;
- Textes techniques de caractère normatif (normes françaises y compris les normes transposant les normes européennes, règles et prescriptions techniques (DTU), avis techniques, agréments européens, appréciations techniques d'expérimentation, règles professionnelles).

Toutefois, dans les domaines où il n'existe pas de règles ou de connaissances précises, il est admis que le contrôleur technique, dans ses avis, se borne à attirer l'attention du maître d'ouvrage sur les risques encourus.

12. Suivi des avis

Tout au long de sa mission, le prestataire assure un suivi de la prise en compte de ses avis par le maître d'œuvre et par les entreprises, notamment par l'examen des documents rectifiés, mais aussi par les visites de contrôle faites sur le chantier.

Le contrôleur tiendra à jour un tableau récapitulatif de l'ensemble des avis de bureau de contrôle et des suites données, il sera mis à jour et diffusé. Sur ce document seront indiqué : la date de réception des documents, la date du visa, l'avis (favorable, suspendu, défavorable), le complément ou la modification que l'entreprise doit fournir, la date de réception du complément ou modification de l'entreprise, la date de modification de l'avis.

Le contrôleur enverra ce tableau mis à jour tous les quinze jours au représentant du maître d'ouvrage, maître d'œuvre et entreprises.

13. Modalités de diffusion des documents

Le contrôleur technique doit adresser les documents qu'il établit comme suit :

Maître d'ouvrage	1 exemplaire informatique + 1 exemplaire papier sur demande
Architecte	1 exemplaire informatique
Bureau d'étude	1 exemplaire informatique
OPC	1 exemplaire informatique
CSSI	1 exemplaire informatique
CSPS	1 exemplaire informatique
Entreprises	1 exemplaire informatique

14. Modalités de présence

Au titre de chacune de ses missions, le contrôleur technique doit :

- Assister aux réunions, pour lesquelles il est dûment convoqué (par tout moyen de transmission tel que le mail, fax, courrier recommandé, plateforme de dématérialisation etc...) concernant le projet de construction, et abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations en phase conception et réalisation.
- Assister aux réunions de chantier hebdomadaires autant que de besoin (et à minima une par quinzaine) et réalise des visites de chantier ;

Dans l'hypothèse où les situations de présence imposées ci-avant ne sont pas suffisantes pour permettre au prestataire de remplir complètement sa mission dans des conditions satisfaisantes, il lui appartient de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposent.

En outre, la mission de conseil ponctuel s'applique uniquement aux réunions, visites ou entretiens ne concernant pas le projet de construction; elle ne saurait être commandée pour une réunion, une visite ou un entretien entrant dans le cadre décrit ci-avant.

Réunions et visites

Il est rappelé que la mission du contrôleur technique est forfaitaire. Les nombres de réunions définis ci-après correspondent à un nombre minimum, étant entendu que ce nombre devra être augmenté autant que de besoin pour garantir le bon déroulement de la mission.

Nombre minimum de réunions en phase travaux	
Contrôles sur chantier et réunions de mise au point	1 réunion par quinzaine et autant que besoin, et réunions ayant donné lieu à convocation préalable.

Le bon de commande pourra prévoir des nombres de visites et de réunions différents selon les opérations. En cas de silence du bon de commande sur ces points, le cadre général de l'accord-cadre s'appliquera.

V. LES MISSIONS DE BASE : L + LE + S (SEI ou SH ou STI) + ATTHAND + HAND + VIEL+ 1RVRAT

Cette prestation regroupe six missions du contrôleur technique qui constituent la mission de base que les établissements membres du GHT seront amenés à commander dans le cadre du présent accord cadre :

- Mission L : Solidité des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et couvert et des éléments d'équipement indissociables
- Mission LE : Solidité des constructions existantes et concerne les opérations de rénovation, réhabilitation ou transformation.
- Mission S : Le type de mission S (SEI ou SH ou STI)
- Mission ATTHAND : Etablissement de l'attestation de la conformité à la réglementation relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.
- Mission HAND : Respect des prescriptions réglementaires pour l'accès des personnes handicapées.
- Mission VIEL : vérification initiale des installations électriques.

Cet ensemble de missions intègre la production d'un RVRAT. Dans le cas de réception multiples nécessitant la production de plusieurs RVRAT, la commande précisera le nombre de RVRAT supplémentaires à produire (se référer à l'annexe financière).

1. Mission L

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission L sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipements indissociables qui la constituent.

La mission L porte sur les ouvrages et éléments d'équipements suivants :

- Les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
- Les ouvrages de fondation ;
- Les ouvrages d'ossature ;
- Les ouvrages de clos et de couvert ;
- Les éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages énumérés ci-dessus.

La mission L ne porte pas sur les travaux préparatoires tels que : démolitions, terrassements, blindages, coffrages, étalements, échafaudages, levages, manutentions.

2. Mission LE

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission LE sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.

Le maître d'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux ouvrages existants tels que constats des lieux et résultats des études de diagnostic effectuées.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'examen de l'état apparent des existants concernés par les travaux.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic, au sens de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée et des textes pris pour son application, et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

3. Mission S

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission S sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux.

Cette mission S porte sur les ouvrages et éléments d'équipements faisant partie des marchés de construction du projet, communiqués au contrôleur technique et visés du point de vue de la sécurité des personnes par la réglementation technique applicable à la construction du fait de sa destination.

Relèvent notamment de la mission du contrôleur technique :

- Les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique (comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnement et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et alerte, équipements de désenfumage naturel) ;
- Les installations électriques (courants forts et faibles) ;
- Les réseaux de distribution collective de radiodiffusion ;
- Les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération et équipements de désenfumage mécanique ;
- Les installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Les conduits de fumée ;
- Les ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants ;
- Les nacelles suspendues d'entretien de façades et autres dispositifs d'entretien ;
- Les portes automatiques ;
- Les appareils et installations sous pression de vapeur ou de gaz ; les garde-corps et fenêtres ;
- Les systèmes de gestion automatisée, tels que télégestion, télésurveillance, gestion technique ou administrative centralisée ;
- Les équipements techniques hospitaliers ;
- Les réseaux de fluides médicaux.

La mission S regroupe les trois missions suivantes :

- SEI : sécurité incendie des personnes dans les établissements recevant du public.
- SH : sécurité incendie des personnes dans les bâtiments d'habitation.
- STI : sécurité incendie des personnes dans les bâtiments relevant uniquement du Code du travail.

Dans l'annexe financière de cet accord cadre, le groupe de missions de base est précisé : un taux est demandé pour les missions de base avec SEI et un taux pour les missions de base avec SH ou STI.

En fonction de l'objet de l'opération, le maître d'ouvrage précisera lors de la consultation le type de mission S : SEI ou SH ou STI.

4. Mission ATTHAND

Cette mission est relative à la fourniture de l'attestation de conformité à la réglementation relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.

5. Mission HAND

Cette mission est relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées. Elle a pour objectif de concourir à la satisfaction des exigences réglementaires.

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Hand sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires.

6. Mission VIEL

Cette mission est relative à la vérification initiale des installations électriques conformément à l'arrêté du 19 avril 2012 relatif aux normes d'installation intéressant les installations électriques des bâtiments destinés à recevoir des travailleurs.

VI. LES AUTRES MISSIONS

Liste non exhaustive des autres missions susceptibles de faire l'objet de bons de commande :

1. Mission F

Les aléas que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'assurer le service demandé dans les conditions de performance imposées par les prescriptions techniques contractuelles et, quand ils existent, par les textes techniques à caractère normatif.

La mission F porte sur les installations suivantes :

- Réseaux d'alimentation en eau, de chauffage, d'assainissement, de flux médicaux ;
- Chauffage, conditionnement d'air, ventilation mécanique ;
- Installations électriques intérieures (courants forts et faibles) ;
- Ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques ;
- Protection et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuations ;
- Distribution collective d'antennes de télévision ;
- Eclairage extérieur ;
- Portes motorisées de garage ;
- Systèmes de fermeture automatique des portes et de contrôle d'accès.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer les plans d'exécution ainsi que les notes de calculs justificatives du dimensionnement des installations.

2. Mission Ph

La mission Ph a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent ou aux prescriptions contractuelles retenues par le maître

d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique relativement à l'isolation acoustique des bâtiments. Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction desdites prescriptions.

La protection contre les bruits de voisinage provenant des voies terrestres et zones aéroportuaires classées est prise en compte par le contrôleur technique.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer les prescriptions contractuelles au regard desquelles le contrôleur technique exercera sa mission en l'absence de prescriptions réglementaires, les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés, justifiant de la qualité acoustique des éléments particuliers de la construction ainsi que les études justificatives des constructeurs.

La mission ne comporte pas la réalisation de mesures acoustiques.

En l'absence de mesures acoustiques, les avis formulés par le contrôleur technique ne peuvent constituer qu'une présomption de capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions contractuelles relatives à l'isolation acoustique.

3. Mission Th

La mission Th a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'isolation thermique et aux économies d'énergie. Elle porte sur :

- Les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique des bâtiments ;
- Les systèmes de chauffage, de climatisation, de production d'eau chaude sanitaire;
- La ventilation.

Ces examens sont effectués exclusivement sous l'angle de l'isolation thermique et des économies d'énergie.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer :

- Les devis descriptifs, plans et autres documents techniques concernant les bâtiments, l'implantation et la destination des locaux, les spécifications techniques des systèmes ainsi que les notes de calcul des coefficients réglementaires et les schémas de distribution précisant les répartitions des circuits, le comptage et la régulation ;
- Les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité thermique des éléments particuliers de la construction ;
- Les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par les entreprises avant réception, sur l'installation de ventilation mécanique.

4. Mission Av

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir ceux qui, découlant de la réalisation des fondations de l'ouvrage neuf et, le cas échéant, des ouvrages périphériques en infrastructure (reprise en sous-œuvre et voiles périphériques), sont susceptibles d'affecter la stabilité des avoisinants.

Le maître d'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux avoisinants, tels que résultats des études de diagnostic, résultats des reconnaissances de sols, plans de carrière, constats d'état des lieux, ainsi que les documents techniques décrivant le processus d'exécution des travaux soumis au contrôle.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'état apparent des avoisinants accessibles.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des avoisinants accessibles.

5. Mission HYS

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire, dans les constructions achevées, aux prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène et la santé en ce qui concerne :

- L'aération des locaux à pollution non spécifique (ventilation naturelle ou mécanique, ouvrants, évacuation des produits de combustion) ;
- La distribution d'eau (distribution d'eau froide, production et distribution d'eau chaude) ;
- Les installations sanitaires (existence et implantation des installations) ;
- Les installations d'évacuation des eaux usées (eaux ménagères et eaux-vannes) ;
- L'évacuation des ordures ménagères (local poubelle, vide-ordures).

6. Mission PV

La mission correspond au récolement des procès-verbaux des essais des équipements de l'ouvrage, et avis sur ces procès-verbaux.

7. Mission ENV

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission ENV sont ceux qui, générateurs d'incendie et d'explosion, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.

La mission ENV porte sur les ouvrages et éléments faisant partie des marchés de la construction communiqués au contrôleur technique et visés, du point de vue des risques d'incendie et d'explosion, par la législation et la réglementation relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement applicables à la construction du fait de sa destination telle que définie dans le dossier de déclaration ou de demande d'autorisation.

Ne relèvent pas de la mission les équipements et aménagements spécifiques des activités professionnelles, à l'exception de ceux, énumérés dans le marché, qui ont conduit au classement des installations en raison des risques d'incendie et d'explosion visés par la législation relative à la protection de l'environnement.

8. Mission GTB

La mission GTB vient en complément des missions relatives à la sécurité des personnes et au fonctionnement des installations.

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement du système de gestion technique du bâtiment (GTB). Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité pour le système de GTB d'assurer, à la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le maître de l'ouvrage aux entreprises.

La définition des critères et niveaux de qualité du système de GTB relève du maître de l'ouvrage qui fait connaître de façon précise au contrôleur technique ses exigences en la matière et lui communique en conséquence le cahier des charges susvisé.

L'installation soumise au contrôle est celle assurant la gestion des équipements contrôlés au titre de la mission relative au fonctionnement des installations ainsi que des équipements anti-intrusion et de contrôle d'accès dans la mesure où ils sont associés au système de gestion technique du bâtiment.

9. Mission Attestation réglementation thermique 2012 (ATT Rth 2012)

Dans le cadre d'un permis de construire, une attestation est parfois requise au titre de la Rth 2012 à l'achèvement des travaux, articles R 462-1 et R 462-2 du Code de l'urbanisme.

Cette attestation ATT Rth 2012 vient en complément de la mission TH (vérification des exigences d'isolation thermique des bâtiments).

10. Mission relative à la solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés (P1)

Les aléas techniques à la prévention desquelles contribue le contrôleur technique, sont ceux qui, découlant des défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés.

11. Mission relative à la vérification initiale des installations électriques lors de la mise en service d'un bâtiment (VERIF)

Cette mission est régie par l'arrêté du 10 octobre 2000, et plus précisément par les clauses visant les vérifications initiales, publié au JO n°241 du 17 octobre 2000.

VII. LES MISSIONS COMPLEMENTAIRES

1. RVRAT supplémentaire

En cas de réceptions multiples sur une opération, le MOA pourra être amené à solliciter le contrôleur technique pour l'établissement d'un ou plusieurs RVRAT supplémentaires (le premier RVRAT étant inclus dans la mission de base définie ci-avant).

2. Analyse de 3 dossiers lors d'un concours de maîtrise d'œuvre

Cette prestation inclut:

- Analyse des 3 dossiers,
- Participation à une réunion de commission technique thématique,
- Rédaction d'un compte-rendu.

Cette mission s'étend en dehors du cadre des missions décrites ci-dessus.

3. Rapport de Vérification Réglementaire sur Mise en Demeure (RVRMD)

Réalisation d'une mission de bureau de contrôle pour Rapport de Vérification Réglementaire sur Mise en Demeure (RVRMD) suite à la réalisation de plusieurs opérations de travaux, ou bien sur la totalité du bâtiment.

Cette mission s'entend en dehors du cadre des missions réglementaires.

4. Mission de conseil ponctuel

Cette prestation correspond à la participation à une réunion ou une visite ou un entretien, incluant la rédaction d'un compte-rendu ou à l'assistance au maître d'ouvrage autour de sujet de contrôle technique.

Cette mission s'entend en dehors du cadre des missions réglementaires, et du cadre du marché passé.